

C.I.R.A.

T2137 - 366 - 4,00 F

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

N° 366 JEUDI 11 SEPTEMBRE 1980 4,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

Les licenciements ne se négocient pas :

ILS SE REFUSENT !



Editorial

L' HISTOIRE ne se bâtit pas à partir de rendez-vous en concordance avec les impératifs journalistiques, les calendriers électoraux ou la rentrée parlementaire ! Chaude ou froide, la rentrée économique et sociale sera ce qu'en feront les salariés, en dépit du grenouillage des partis et des syndicats, affairés à préparer l'élection présidentielle, ou de celui des chroniqueurs à l'affût du sensationnel ! Il est vrai que ces derniers ont de la matière et que les événements extérieurs ou intérieurs ont, pendant ces deux derniers mois, tenu en haleine la population aux champs.

Si la grève des marins pêcheurs, sur nos côtes, et celle des travailleurs polonais, sur celles de la Baltique, ont survolé le paysage social, celui-ci a été parsemé d'événements devenus traditionnels, comme l'augmentation du chômage, l'agression contre l'Université, le déficit de la balance extérieure, la fermeture d'un certain nombre d'ateliers, le dégraissage éventuel du personnel de Manufrance ou d'autres entreprises à stature nationale, avec comme point d'orgue, ces 1,5% d'augmentation des prix, dont depuis quatre ans, monsieur Barre nous annonce la diminution. Ces mois de vacances sont, par tradition, les mois de mauvais coups, et cette année, le moins spectaculaire n'a pas été la départementalisation à la sauvette de la Sécurité Sociale de la région parisienne, mesure qui va coûter des milliards à cet organisme, sans changer quoi que ce soit, la décentralisation ne consistant pas à s'en remet-

tre à des échelons inférieurs pour faire appliquer l'autorité centrale, mais à supprimer celle-ci, en faveur de la décision prise à tous les échelons.

Cette rentrée économique, politique et sociale, les politicards la préparent avec une fébrilité digne d'une meilleure cause, avec comme perspective, l'élection présidentielle du début de l'année prochaine, comme si une telle élection pouvait changer quelque chose aux mécanismes complexes de la crise économique, sinon le personnel au pouvoir ! Bien sûr, au cours des prochains mois, cette crise produira quelques conflits du type de celui des marins pêcheurs, trop longtemps oubliés par les économistes distingués, et, faute de mieux, les Séguy, les Maire et consorts s'abattront sur ces marginaux, en se les arrachant, quitte à les mettre en pièces, la veuve et l'orphelin étant supposés être la bonne pâte électorale. En vérité, il suffit de les écouter pour voir pour qui ils courent ; pour qu'un Marchais ne fasse pas un score ridicule au premier tour des élections ; pour qu'un Mitterrand, qui de toute façon sera battu, ne soit pas distancé par Rocard au cours des primaires ; avec comme espérance, bien mince, en cas de succès, pour Marchais, de construire en France une société qui nous offrira « un bilan globalement favorable » comme en Pologne, ou en cas de victoire de Mitterrand, une démocratie capitaliste « musclée », comme en Allemagne fédérale avec, en surplus, la bénédiction de Willy Brandt, président de l'Internationale social-démocrate.

Alors, nous dira-t-on, vous préférez les autres ? Les autres, sont de la même mouture ! *Mon cul-ma chemise*, aurait dit Duclos, au temps où la vie parlementaire ne l'avait pas encore habitué au langage noble

de l'aquarium. La gauche au pouvoir ne ferait pas d'autre politique que la droite car, à moins de bouleverser le système de production et de distribution, c'est-à-dire de changer les rapports de classes, il n'y en a pas d'autres ! La gauche au pouvoir changerait le vocabulaire, le personnel politique, les grands commis bénéficiaires du système, après avoir gommé de-ci de-là quelques inégalités, et avant peu, sous la pression de l'évolution de la crise reviendrait à une politique de Barre, sans Barre.

Cette rentrée tapageuse constitue un jeu ridicule qui ne sert à rien sinon qu'à jalonner le parcours du politicien pour une nouvelle année. Gierek, lui, a cédé. Ses maîtres du Kremlin ont jugé qu'en Pologne, c'était suffisant comme ça ! Le monde est immobile, jetant de temps à autre de la poudre aux yeux des travailleurs. Les attitudes outragées du sieur Seguy comme les redondances de Maire font partie du jeu classique de cette période de l'année. La vérité est autre part ! Dans les gamelles à moitié pleines, à moitié vides, et cela dépend du jugement des foules. A moitié pleines, c'est la patience, l'attente des jours meilleurs, bercée par les voix de violoncelles des politicards ; à moitié vides, c'est la colère et le *Ca ira* remplace la musique classique. On ne prend pas la Bastille à la rentrée, sur rendez-vous, à partir de savants raisonnements sur le sexe des anges. C'est la colère qui tourne la page de l'Histoire, la colère imprévisible, la colère somptueuse, qui reste la grande fête de l'humanité.

Les militants révolutionnaires ne doivent pas se faire d'illusions sur les pirouettes du cirque politique ; c'est autre part que se joue la partie, une partie où leur présence est indispensable !

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AINES : ANIZY-LE-CHATEAU
 ALLIER : MOULINS
 ARDECHE : AUBENAS
 AUBE : TROYES
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
 DOUBS : BESANCON
 EURE : EVREUX
 GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL
 GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC
 HERAULT : BEZIERS - MONTPELLIER
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 LOIRE : ST. ETIENNE
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MORBIHAN : LORIENT
 NORD : LILLE-VALENCIENNES
 OISE : CREIL
 ORNE : LA FERTÉ-MACÉ - FLERS
 PYRENEES-ATLANT QUES : BAYONNE
 - BIARRITZ
 HT-RHIN : MULHOUSE
 RHONE : LYON
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
 MANCHE : CHERBOURG
 LOT-ET-GARONNE : AGEN
 SEINE-MARITIME : ROUEN-LE HAVRE
 SOMME : AMIENS
 VAR : REGION TOULONNAISE
 VENDÉE : GROUPE LIBERTAIRE VEN-
 DEEN
 HTE-VIENNE : LIMOGES
 YONNE : FEDERATION DEPARTE-
 MENTALE
 BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2°, 5°, 6°, 7°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 18°, 19°, 20°.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY

- MASSY-PALAISEAU

- ORSAY-BURES

- RIS-ORANGIS

- CORBEIL-ESSONNES

- DRAVEIL

- THIAIS, CHOISY

- MASSY

- VILLEJUIF

- MONTROUGE

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES

- MONTRUIL, ROSNY

BANLIEUE OUEST

- NANTERRE, RUEIL

- VERNEUIL, LES MUREAUX

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST. OUEN

- DOMONT

- ARGENTEUIL, COLOMBES

- SEVRAN, BONDY

LIAISONS

Laval, Metz, Saintes, Thon-les-Bains, Marennes-Oléron, Salon, Ardennes, Soissons, Vierzon, Bégard, Cóncarneau, Brest, Cannes, Laon, Orléans, Cherbourg, Parthenay, Le Vigan, St. Sever, Vendôme, Toulouse, Blois, St. Briec, Bas-Rhin, Nord Seine-et-Marne, Maulé, La Roche-sur-Yon, Montauban, Poitiers, Nord de la Hte-Vienne, Epinal, Noyon, Florac, Ajaccio, Bastia, Angoulême, Hénin-Beaumont, Le Mans, Hyères, La Seyne-sur-Mer, Parthenay.

LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON INTER-ENTREPRISES DES ORGANISMES SOCIAUX
 - LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - LIAISON DU LIVRE
 - CERCLE INTER-BANQUES

Groupe départemental du Gard : écrire à CGES, B.P. 3044 - 30002 Nîmes-Cédex

Groupe de Troyes : les 1° et 3° mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Charles Gros (1° porte à gauche)

Groupe de Tours : Pour tous contacts, écrire à Claude Garcera, B.P. 2141, 37021 Tours-Cédex

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h à la MJC La Paillette

Groupe libertaire d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h. à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poëliers à Angers

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 16 h. au local « Culture et Liberté », 72 bd Eugène Pierre à Marseille

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h. au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon

Groupe L'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du C.E.S., 16 rue Jules Tellier au Havre, permanence les lundis, mercredis, samedis de 18 à 19 h

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 18 h., en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux

Groupe d'Amiens : peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80330 Longueau

Groupe d'Evreux : Cercle d'Etudes Sociales B.P. 237 - 27002 Evreux-Cédex

Groupe de Rouen : le samedi de 15 à 17 h., rue du Gros-Horloge

Groupe Nestor Makhno de St Etienne : tous les jeudis à partir de 19 h., au local 15 bis CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St. Etienne

Groupe libertaire vendéen : B.P. 12 - 85170 Le Poiré-sur-Vie

Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h., 26 rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES)

Liaison Blois : B.P. 803 - 41008 Blois-Cédex

Groupe Eugène Varlin : Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (15°), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h

Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert Planquette, Paris 18°

Groupe Voline : 26 rue Piat, Paris 20°, tous les samedis de 14 à 16 h

Groupe Fresnes-Antony : mercredi de 14 à 19 h, samedi de 10 à 19 h, dimanche de 10 à 13 h, 34 rue de Fresnes à Antony, métro Antony (tél. 668-48-58)

Groupe d'Argenteuil : tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant à Argenteuil (au fond de la cour)

Groupe libertaire Sevrans-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires Centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées - 93140 Bondy

Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h. à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h. au local « salle communautaire du moulin de Paris », 02000 Merlieux, (tel. (23) 80-17-09).

Groupe des Ulis : permanence à la MJC des Ulis, tous les 2° et 4 jeudis de chaque mois, de 20 h 30 à 22 h.

COMMUNIQUÉS

La liaison Le Mans appelle tous les sympathisants du Mans à le contacter en vue de la création d'un groupe, et/ou les sympathisants de la Sarthe en vue de la création d'une coordination départementale, (tout dépendant des possibilités).

Une liaison professionnelle sur le groupe ORTF est en voie de formation. Pour tout contact s'adresser aux R.I..

Un groupe se constitue aux Ulis. Que ceux qui veulent lutter pour l'anarchisme prennent contact par l'intermédiaire des R.I. ou auprès des militants sur le marché, tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h.

Le groupe d'Evreux reprend ses activités et appelle les libertaires d'Evreux et sa région à le rejoindre en le contactant par l'intermédiaire des R.I. ou en écrivant directement (voir liste des groupes).

Les sympathisants libertaires d'Epina-sur-Seine ont cessé, fin juin, la diffusion du Monde Libertaire à la gare SNCF d'Epina-Villetaneuse (tous les vendredis à 17 h.) ; ils ne la reprendront qu'en début octobre 1980.

A tous les camarades intéressés par le journal, vous pouvez vous le procurer dans le kiosque de la gare.

Les thèmes abordés sont : le nucléaire, la militarisation, soutien à la lutte des insoumis. Des interventions sont prévues sur chacun de ces thèmes ainsi que sur le problème du Larzac.

Une permanence sera tenue samedi 20 septembre, salle n° 1, derrière la mairie de 14 h. à 19 h.

Le groupe Sevrans-Bondy organise une réunion d'information sur

KROPOTKINE

SAMEDI 27 SEPTEMBRE à 15 h
 au Centre Alfa
 3 allée des Pensées à Bondy
 Bus 147 - arrêt Pasteur



Permanences antimilitaristes

Tous les samedis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17 rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 13 à 15 h 10 rue Robert Planquette Paris 18° (M° Blanche)

Tous les samedis de 15 à 18 h 26 rue du Wad-Billy Metz - Tél. 74-41-58

Directeur de publication Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20°
 Dépot légal 44 149 - 1° trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

GALA 8 octobre de soutien au MONDE LIBERTAIRE

avec Bernard LAVILLIERS

Billet de soutien : 35 F en vente à la librairie et auprès des militants.

Billet d'entrée : 40 F fnac et librairies parallèles.

Billet d'entrée : 50 F le jour du gala.

Fédération Anarchiste 3, rue Ternaux 75011 PARIS

Au-dessous de 10 exemplaires 2 F l'unité

Pour la propagande, selon vos moyens

Ne pas oublier les frais de port

Lisez le MONDE LIBERTAIRE hebdomadaire



Affiche éditée par Publico

0,50 F l'unité au-dessus de 10 exemplaires

2,00 F l'unité au-dessous de 10 exemplaires

SOMMAIRE

PAGE 1	Editorial	M. Le Directeur...
PAGE 2	Activités F.A.	Ex-taulard
PAGE 3	En bref	PAGE 5
Amis lecteurs	Une audience pas comme les autres	Congrès CGT-FO
PAGE 4	Luttes de classes en Pologne	Page 6
Touristes, si vous saviez !		Informations Internationales
		PAGE 7
		Livres
		Spectacles
		Bande dessinée
		PAGE 8
		Le charme discret...

Abonnez vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	50 F	55 F	78 F	Rédaction-Administration :
26 n°	95 F	110 F	150 F	3 rue Ternaux 75011 Paris
52 n°	180 F	210 F	280 F	Tél. 805.34.08
ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F				CCP Publico 11 289 15 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.

Permanence des Relations Intérieures tous les samedis de 14 à 17 h. 3 rue Ternaux Paris 11°

en bref...en bref...

Robert Favron passera au tribunal de grande instance de la Roche-sur-Yon, le 22 septembre à 14 h 30, pour renvoi de livret militaire, en soutien aux paysans du Larzac.

Manuel Sanchez passera lui aussi au tribunal correctionnel pour renvoi de livret en soutien à Philippe Gosselin, le 15 septembre, à 14 h, à Clermont-Ferrand.

Le 25 juillet, le Conseil d'Etat a refusé de casser la décision de la commission juridictionnelle qui refusait à J.M. Dollet son statut d'objection

Avis de Recherche se porte bien, le n° 22-23 est sorti, Comme d'habitude, des tas d'infos sur le front anti-militariste et surtout, le bilan de la campagne de soutien. Prix de ce numéro double : 5 F.

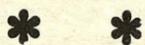
Le 9 septembre 1980, trois compagnons de Gers, dont deux de la CNT, ont comparus au tribunal correctionnel d'Auch, pour « dégradation de bâtiments publics » (lycée, sous-préfecture, bâtiments EDF, église). Le proviseur du lycée, le sous-préfet, l'EDF et le curé, ont porté plainte. En fonction de la date de parution de notre journal, nous n'avons donc pas pu faire paraître les résultats du procès.

Le journal *Objection* a édité un autocollant 2 couleurs, réplique exacte de l'affiche *Tu crois qu'un an de service c'est seulement chiant ?* Prix : 4 F l'unité. (Tarif dégressif en fonction du nombre en les commandant directement au journal).

La *Libre Pensée*, fédération Isère, édite un nouveau journal : *Le Brûleur de Loups* (Prix 5 F). Des articles intéressants, et une présentation excellente.

La prochaine séance du TPF de Reuilly (m° Reuilly), se tiendra le 17 septembre.

Les camarades ayant renvoyé leurs livrets militaires, en soutien à Philippe Gosselin et Bernard André, sont priés de prendre contact avec les R.E..



COMMUNIQUÉ

Les travailleurs polonais ont arraché plusieurs concessions importantes au pouvoir communiste, en cessant le travail et en s'auto-organisant. Ils y sont parvenus en dépit des appels à la prudence de l'opposition, par peur des Soviétiques, et surtout de l'Eglise qui sanctifie l'ordre et le travail.

La Fédération Anarchiste les soutient, comme elle soutient toute tentative des travailleurs à prendre leurs affaires en main. Elle tient à souligner que l'organisation des grévistes, le point fort du mouvement, s'est faite sur un schéma libertaire : élections de délégués ayant un mandat précis dont ils doivent rendre compte à ceux qu'ils représentent. La force des Syndicats libres viendra de l'application de ce fonctionnement anti-hiérarchique, sinon ils deviendront une nouvelle structure parasitaire sur le dos des travailleurs. Enfin, la F.A. rappelle que la victoire des ouvriers polonais ne sera réelle que si les travailleurs des pays de l'Est et d'URSS suivent la voie qu'ils ont tracé.

FEDERATION ANARCHISTE
(Secr. aux Relations Internationales).

Amis
lecteurs...

Avec ce numéro de rentrée, nous entamons la quatrième année de parution hebdomadaire du *Monde Libertaire*.

Trois années se sont en effet écoulées depuis le numéro 237, premier numéro de la série hebdomadaire qui se poursuit aujourd'hui. Trois années qui ont transformé ce que l'on croyait un rêve, en une réalité telle, que beaucoup aujourd'hui ne peuvent même plus imaginer ce que pourrait être la Fédération Anarchiste sans son hebdomadaire. Trois années au cours desquelles nous avons souvent fait appel à votre aide, trois années au cours desquelles votre soutien n'a jamais fait défaut.

En ce début 1980-81, nous nous préparons à franchir un nouveau cap dont nous vous avons déjà longuement entretenu avant les vacances : L'ACQUISITION DE NOTRE NOUVELLE LIBRAIRIE.

Aujourd'hui l'achat est réalisé. Mais pour que son coût cadre avec notre budget, toujours limité, il nous a fallu choisir un local dans lequel beaucoup de travaux étaient à réaliser. Pendant toute la durée des vacances, militants et sympathisants ont travaillé à son aménagement. Malgré tous nos efforts, il paraît peu probable que tout soit achevé au 15 septembre et nous serons contraints de repousser la date d'ouverture du 145 rue Amelot.

Le problème financier reste critique. Les militants et les sympathisants ont beau donner tout l'argent qu'ils peuvent, les matériaux coûtent une fortune (la devanture à elle seule nous reviendra à plus de 45 000 F.). C'est pourquoi nous avons édité un bon de soutien à 35 F. que, nous espérons, vous serez nombreux à vous procurer et qui vous donnera accès, le 8 octobre, au concert de BERNARD LAVILLIERS que nous organisons à l'HIPPODROME de la Porte de PANTIN à Paris pour financer une partie des travaux.

Comme vous pouvez le constater, l'année 1980-81 démarre sur les chapeaux de roues et s'annonce favorable au développement de la Fédération et, par là-même, au développement de l'anarchisme en France. Mais pour ce faire, nous avons besoin, une fois encore, de toute votre aide par l'achat, le plus rapidement possible du bon de soutien, par votre souscription mais aussi par votre abonnement au *Monde Libertaire*, et par vos commandes de livres à la librairie Publico, pour le moment 3 rue Ternaux, Paris 11^e.

Les administrateurs
Pascal BEDOS - Hervé TRINQUIER

SOUSCRIPTION

KASSAYIANI	110 F	RECEVEUR André	30 F
Groupe de Villejuif	200 F	LE QUÉAU Alain	100 F
Groupe Jacob	790 F	Groupe Temps Nouveaux	100 F
DULONG	59 F	MILLOT Guy	30 F
Sympathisants Chaumont	200 F	Groupe Jacob	790 F
TRAVALO Adrien	100 F	GARCIA Antoine	150 F
LACOMBE Christian	100 F	ASSANTE Emmanuel	100 F
MICHAUD Jeanne	100 F	GUÉRIN L.	27 F
HIREL Claude	40 F	LAMBLIN	200 F
LEHIR Éric	40 F	BERRAUD J.P.	100 F
TIRONE Proudhon	100 F	Groupe Jacob	370 F
LOISEAU Patrick	60 F	Total	9931 F
R.B.	50 F	Total précédent	75275 F
Groupe de Creil	70 F	Total général	85206 F
BEAUFILS	50 F		
GABRIÈLE Claire	30 F		
ARNAUD Jean	20 F		
WALH Jean-Luc	1000 F		
PUBLICO	320 F		
JOCO Gilles	40 F		
LARSEN Claude	500 F		
FILLAUD Jean-Serge	10 F		
ALBERICH Floréal	70 F		
DENIS Jean-Michel	20 F		
SADIER Pascal	50 F		
JACQUOU	100 F		
GRANGER Georges	20 F		
Liaison le Vigan-Florac	30 F		
BRUN Marin	50 F		
Groupe d'Amiens	230 F		
OTTERMAN Denis	100 F		
HARDY	100 F		
MULLER Marie-Claire	120 F		
MARYNUS	25 F		
FLORAC François	50 F		
DESOINDRE Éric	50 F		
Groupe de Corbeil	1250 F		
FOSSE Rémy	20 F		
Groupe de Toulon	1000 F		
CHESNOT Catherine	100 F		
Voie Libre (cheminots FA)	320 F		
LOUIS	30 F		
SEVIN André	190 F		
SALINAS Clément	20 F		

VIREMENTS AUTOMATIQUES

NIEL	50 F
PIETERS	50 F
LESTRAT	25 F
BRUNET	50 F
LEGUEN	50 F
Groupe Fresnes-Antony	50 F
GIRAUD	300 F
HUREZ	25 F
BEDOS	100 F
Groupe du 14 ^e	30 F
PEYRAULT	100 F
RÉMOND	100 F
ROY	100 F
MAY	50 F
FONLUPT-PIETERS	100 F
VERGELAS	20 F
BEAUFILS	25 F
CORMIER	150 F
LANSAC	20 F
FEHR	50 F
BOLUFER	70 F
RAYNAUD	150 F
LE TROUHER	10 F
COLOMBO	150 F
Groupe Jacob	50 F
premier virement	1875 F

UNE AUDIENCE
PAS COMME LES AUTRES

En dépit du retard de parution, dû à l'interruption estivale de publication du M.L., nous avons jugé utile de faire connaître cet article, ne fut-ce que pour illustrer, si besoin était, l'image de marque des TFFA. La rédaction.

Il est 8 h 30, ce mercredi 25 juin, quand nous pénétrons dans la salle d'audience du TFFA (Tribunal Militaire des Forces Armées) de Metz. Nous sommes cinq à avoir fait 250 kms depuis Besançon, pour assister au procès de notre copain Gilles MOUGIN, qui passe pour désertion.

Dans la salle, pas de bancs, l'avocate nous apprendra plus tard que c'est le signe qu'il y a un procès politique : c'est pour que les gens fatiguent plus vite et ne restent pas trop longtemps.

8 h 30... 9 h... 9 h 15... La Cour ne rentre toujours pas. Nous apprenons par l'avocate qu'il manque un juge militaire. On en trouve un autre et, vers 9 h, les gardes mobiles entrent dans la salle. Présentez... armes ! La Cour ! Ils sont cinq, deux juges civils (dont le président en robe rouge sang) et trois juges militaires. (Nous apprenons aussi, après, que d'habitude, la garde est constituée par des appelés de l'arme à laquelle appartient ceux qui sont jugés ; pour l'exemple, sans doute ! Aujourd'hui, la présence de gardes mobiles est un signe de plus qu'il y a un procès politique dans la salle. Il ne faut pas que les appelés voient un procès d'antimilitaristes !).

les gendarmes occupés à d'autres tâches n'ont pu vous recevoir et vous ont demandé de revenir le lendemain matin. Ce que vous avez fait. Puis, vous avez été conduit à votre caserne où vous avez refusé le port de l'uniforme. Emmené en prison militaire, vous avez alors entamé une grève de la faim qui a duré dix jours. Vous avez été réformé le 7 mai dernier. Les renseignements pris vous dépeignent comme un individu isolé, solitaire, et l'analyse psychiatrique a conclu à une personnalité à tendance hystérique ».

Puis le président questionne Gilles sur son refus de l'armée et semble s'intéresser à ses motivations non-violentes.

-Le président : *pourquoi n'avez-vous pas demandé le statut d'objection de conscience ?*

-Gilles : *je l'ai demandé mais, n'ayant pas eu connaissance de la loi, j'ai demandé mon statut seulement après ma désertion, et ma demande a été forclosée.*

Ensuite, c'est l'accusation faite par le Commissaire du gouvernement (l'équivalent du procureur dans le civil) :

« l'affaire dépasse le cadre de Mougin. La réforme ne diminue pas la responsabilité de celui-ci. On ne peut approuver ceux qui désobéissent à la loi, car sinon ce serait l'anarchie. La loi sur l'ob-



Puis on fait rentrer le premier accusé. Outre Gilles, il y en aura cinq. Deux pour vols, deux pour simple désertion, c'est-à-dire avec rentrée à la caserne quelques mois plus tard, un pour défaut de permis. Et l'audience commence. Elle sera émaillée de réflexions bonhommes du président, dans le genre :

-l'accusé : *les flics m'ont interrogé...*
-le président : *ce ne sont pas des flics mais des gendarmes ; les flics, c'est pour la police !*

(Et pour un déserteur qui avait donné comme motif des problèmes de colonne vertébrale) :

-le président : *où avez-vous vécu ces temps-là ?*

-l'accusé : *chez mon amie.*

-le président : *c'est peut-être de là que viennent vos problèmes de colonne vertébrale !*

Au passage, le Commissaire du Gouvernement essaie de justifier l'existence des TFFA. Ça s'adresse sans doute à nous qui sommes seuls dans la salle. Puis, à la fin des cinq procès, la cour se retire pour délibérer. 20 minutes plus tard, elle réapparaît et les mois de prison tombent : 3 mois, 4 mois...

Puis, c'est l'affaire de Gilles ; il est jugé à part des autres ; nous l'avons entr'aperçu, mais il est impossible de lui parler. Il a l'air d'avoir bonne mine, bon moral.

Et c'est l'acte d'accusation : « Gilles Mougin, vous êtes accusé d'avoir déserté le 2 octobre 1979 de la base aérienne de Drachenbronn. Puis vous avez disparu jusqu'au 14 février dernier, où vous vous êtes présenté à la gendarmerie de Besançon, accompagné d'un comité de soutien de 150 personnes. Là,

jection de conscience est connue de ceux qui peuvent s'y intéresser (!) Je n'écarte cependant pas les circonstances atténuantes car il a peut-être été débâché, récupéré. J'imagine son père attristé car on lui vole son enfant. Je demande une condamnation de 18 à 20 ans de prison » (!).

L'avocate est comme attérée ; elle nous avait dit que Gilles avait de bonnes chances de sortir libre de l'audience, après plus de 4 mois de préventive. Elle le dit dans sa plaidoirie, pendant laquelle nous avons l'impression qu'elle marque des points. Puis la cour se retire pour délibérer et revient dix minutes plus tard : le verdict : 14 mois de prison ferme.

Nous sommes accablés : pas de suris, aucune mention n'est faite des circonstances atténuantes auxquelles pourtant l'accusation ne s'était pas opposée. Nous quittons la salle pendant que Gilles est emmené, menottes au poing. Gilles, en accord avec son avocate, avait décidé de ne pas faire de « tapage » autour de son procès. Il s'avère que ça a été une erreur, car les juges ne lui ont de toute façon pas pardonné la coloration politique de sa désertion.

Il ne nous reste plus maintenant qu'à dénoncer l'injustice et l'arbitraire des TFFA, et à partager l'espoir hypothétique de l'avocate selon lequel Gilles pourrait sortir dans un mois par le jeu des remises de peine et de libération conditionnelle.

La justice militaire a, une fois de plus, fait son œuvre.

Vous pouvez écrire à Gilles pour lui remonter le moral : Gilles MOUGIN, prison du Cambout, 31 rue du Cambout, 57 038 METZ... et au TFFA, pour leur exprimer votre indignation : TFFA, 31 rue du Cambout, 57 038 METZ.

Le comité de soutien à G. Mougin

8 octobre

Porte de Pantin

Gala du Monde Libertaire

Dès aujourd'hui, achetez vos billets.

Luttes de classes en Pologne

À Pologne vient de connaître une crise grave qui a complètement bouleversé le pouvoir en place. Après une grève qui tendait à devenir générale, les autorités ont fait aux grévistes plusieurs concessions très importantes : syndicats libres, droit de grève, abolition de la censure. La base même du régime est ébranlée, et maintenant, en Pologne, quoi qu'il arrive, rien ne sera plus comme avant.

Ce sont les travailleurs polonais, et eux seuls, qui ont mis Gierek et sa suite à genoux. Ce sont eux qui, par leurs grèves qui paralysaient petit à petit le pays tout entier, ont forcé les bureaucrates à lâcher une partie de leur pouvoir. Eux seuls ont toujours voulu aller jusqu'au bout, sans faire de concessions aux négociations gouvernementales. Ils y sont parvenus en dépit de l'Eglise, de l'opposition et même de leurs « leaders », leurs représentants chargés de négocier.

L'Eglise est pour l'ordre, et elle l'a montré encore une fois. Dans toutes ses déclarations, elle a soutenu les grévistes, considérant comme légitimes leurs revendications. Mais comme il ne faut pas aller trop loin, comme il faut toujours un pouvoir, même communiste, si on ne peut pas faire autrement, elle a aussi lancé plusieurs appels au calme et à la reprise du travail. Elle s'est d'ailleurs montrée à ce moment-là le seul appui de quelque importance (en Pologne) pour Gierek. La presse occidentale a fait beaucoup de bruit au sujet de l'Eglise et de ses bons rapports avec les ouvriers, du fait que le régime a dû passer à la télévision un discours du Cardinal Wyszynski. Mais peu ont relevé que ce même cardinal, soi-disant le vrai maître de la Pologne, car écouté par toute la population, n'a pas empêché les grèves de s'étendre, ni les grévistes de durcir leurs positions.

L'opposition a joué un rôle non négligeable dans les événements de cet été, en informant les Polonais et l'étranger sur les grèves qui se déroulaient, et leur organisation (comités de grève, délégations, etc.). Elle est aussi à l'origine de l'idée de syndicats libres. Le pouvoir, lorsqu'il a voulu isoler le mouvement de Gdansk, a d'ailleurs procédé à de très nombreuses arrestations dans les milieux oppositionnels. Mais, par peur d'une intervention soviétique, à tort ou à raison, l'opposition a toujours plus ou moins appelé les ouvriers à la prudence (sur le thème : il ne faut pas aller trop vite, une évolution vaut mieux qu'une révolution). C'était prêcher dans le désert. Les « leaders », eux-mêmes, de la grève étaient toujours poussés en avant par leur base, alors qu'ils étaient enclins à des concessions. Quand Lech Walesa explique aux travailleurs des chantiers navals, le 30 août, l'accord auquel il est arrivé avec le vice-premier ministre Jagielski, ceux-ci refusent de l'accepter et forcent Walesa

à durcir sa position le lendemain. Jagielski acceptera tout. Pour les journaux de droite ou de gauche, il faut toujours un chef et Walesa en est un rêvé. A les lire, on croirait qu'il a tout obtenu tout seul, que les grévistes lui doivent une fière chandelle. Comme on le voit, l'opinion doit être nuancée, surtout on sait que Walesa est devenu permanent des syndicats libres : sa base a intérêt à toujours savoir lui faire respecter ses désirs.

La grande force du mouvement a été, du reste, son organisation. Les travailleurs polonais ont spontanément appliqué un schéma organisationnel libertaire, anti-hiérarchique. Ils ont élu des comités de grève, des délégations qui, dans certains endroits (Gdansk, Szczecin, Elblag, Wrocław, la Silésie) ont fusionné en un comité inter-entreprises de grève (MKS). Ces MKS, à Gdansk et à Szczecin notamment, contrôlaient l'activité de la ville en assurant les services essentiels à la vie quotidienne (santé, alimentation, etc.). Les ouvriers ont montré qu'ils étaient capables de faire fonctionner la société eux-mêmes, sans qu'il y ait des gens qui donnent des ordres et d'autres qui obéissent. Les comités de grève et les MKS, qui assuraient, avec l'aide de tout le monde, les services essentiels, étaient librement élus par les travailleurs, et surtout mandatés sur leurs tâches à accomplir. Chaque délégué était donc mandaté, mais il devait en plus rendre compte de son mandat à ceux qui l'avaient choisi et qui le contrôlaient. Les travailleurs assumaient réellement, et non pas par l'intermédiaire de « représentants » incontrôlables et inamovibles, le contrôle et la marche de la société. La force des syndicats libres viendra d'ailleurs de ce fonctionnement libertaire, sinon ils se transformeront en nouvelle structure bureaucratique parasitaire (ce qui ferait bien plaisir à Gierek). La chose n'est pas improbable : ils ont déjà des permanents.

La bureaucratie polonaise est complètement débordée et paralysée. Dans tout le pays, chacun veut des syndicats libres, les médecins comme les plombiers. Il cède partout car il n'a plus d'autres alternatives. En fait, la seule menace pour les travailleurs polonais reste Moscou, qui est toujours la vraie capitale de la Pologne. Ils auront acquis une victoire réelle, seulement si la classe ouvrière des autres pays de l'Est et de l'URSS bouge aussi et suit la voie qu'ils ont tracée. Sinon, tout ce qu'ils viennent de conquérir risque de leur être retiré, brutalement ou petit à petit. Sans extension géographique du mouvement, la poigne de Moscou reste suffisamment forte pour étouffer cette bouffée de liberté, et pas nécessairement par les chars. Le bloc de l'Est craquera en entier ou ne craquera pas.

WIEBIERSKI

Touristes, si vous saviez !

... Le gouvernement français a transformé l'Ardèche en vaste terrain de camping. Cet été, une fois de plus, des centaines de milliers de touristes se sont entassés dans des campings surpeuplés style camp de concentration, des Gorges de l'Ardèche aux vallées Cévenoles. Les gîtes ruraux, les locations estivales, les hôtels affichaient « complet » depuis plusieurs mois. Les résidences secondaires (qui dans certains cantons représentent plus de 40% des habitations et parfois 100% pour certains petits villages achetés à des prix d'or par les touristes à fortes devises : Hollandais, Allemands), rendent presque impossible, pour nous Ardéchois, la location à l'année. Une maison occupée deux mois l'été, demeure vide tout le reste de l'année, pendant que les écoles ferment et que les quelques paysans se désolent de voir des centaines d'hectares de terres laissés en friche par leurs propriétaires.

La cohabitation entre vacanciers et autochtones est souvent difficile. En effet, beaucoup de nouveaux propriétaires sont accapareurs, possessifs, et les nombreuses clôtures ou panneaux d'interdiction (« défense d'entrer », « propriété privée ») donnent le sentiment (justifié) d'être envahis et colonisés.

Les charmants petits villages que vous trouvez si pittoresques derrière l'œil de votre caméra ne sont pas toujours ce petit paradis dont vous rêvez.

Certes, le tourisme est inévitable. Seulement, il ne doit pas se développer à outrance, car il ne peut être la base économique d'une région. Il doit rester une activité complémentaire.

L'Etat a décidé de faire de notre département un bol d'air pour les gens qui, après onze mois de vie dingue et d'oppression, ont besoin d'un peu de rêve et de repos (?) pour pouvoir retourner sagement au boulot et accepter l'exploitation quotidienne. Pour cela, crise économique oblige, il accentue la fermeture des quelques petites usines qui nous restent, pour investir là où c'est plus rentable (Brésil, Extrême-Orient) et nos campagnes se vident pour remplir les cités-dortoirs, se transformant en vastes déserts à loisir.

Le tourisme est avant tout l'affaire des promoteurs, des financiers (énorme spéculation sur les prix des terres et des habitations), et de l'Etat. A nous de les balayer, par l'action directe, en changeant radicalement la société, afin que les gens ne soient plus parqués dans de grandes villes, pour que se réalise, grâce aux communes libertaires, un rééquilibrage entre villes et campagnes.

GILLES (liaison Aubenas)

Monsieur le directeur des affaires culturelles de la mairie de Paris

Monsieur le Directeur des Affaires culturelles de la mairie de Paris.

J'ai l'honneur de vous rendre compte des faits suivants : dans le 14^e arrondissement, en bordure du Square de l'Aspirant-Dunant, se trouve une statue érigée, en 1908, à la mémoire de Michel Servet, condamné à mort par le tribunal de Vienne (Dauphiné), sur l'instance de l'inquisiteur catholique du Royaume de France, puis par le tribunal de Genève, à l'instigation de Calvin, et brûlé vif le 28 octobre 1553. Les églises catholiques et protestantes sont donc responsables de la mort de cet innocent, sans aucun doute possible. Calvin avait en effet écrit, en 1546 : *S'il vient ici, pour peu que vaille mon autorité, je ne le laisserai pas sortir vivant.*

On pouvait encore lire sur le socle du monument, en 1975 : *A Michel Servet, brûlé vif, par ordre de la religion, MDLIII.*

Or, dans les années 1976-1977, on profita d'un nettoyage de la statue pour effacer la mention *par ordre de la religion.*

Je proteste énergiquement contre cette action délibérée des autorités en place, et je demande que l'inscription *par ordre de la religion* soit rétablie. Au nom de la révolution de 1789 et au nom de l'année du patrimoine, je vous demande de bien vouloir faire le nécessaire pour que ma requête soit entendue.

De mon côté, j'alerte tous les mouvements qui militent en faveur de la liberté de penser, et de la liberté tout court.

Il est impossible d'effacer de

nos mémoires les crimes commis au nom de la religion :

-Pierre Cauchon, l'évêque de Beauvais, qui présidait le tribunal ecclésiastique qui jugea Jeanne d'Arc n'était-il pas un prince de l'Eglise catholique, apostolique et romaine ?

-L'inquisition et ses crimes monstrueux ;

-le massacre de la St Barthélémy, le 23 août 1572, ordonné par le très catholique Charles IX ;

-le massacre de tous les hommes, femmes et enfants de Privas, en 1929 par les troupes de Louis XIII, conseillé par Richelieu, cardinal de l'Eglise catholique, apostolique et romaine ;

-le massacre des Indiens d'Amérique du Sud perpétré à l'ombre de la croix ;

-l'étrange silence du pape sur le massacre des juifs par les nazis, pendant la dernière guerre.

Peut-on oublier qu'il s'agit toujours de la même religion et des mêmes prêtres ? L'Eglise doit payer pour ses crimes passés et elle paiera, je vous le garantis, car il est écrit : *Le sang des innocents retombera sur vous et votre postérité.*

Si les princes de l'Eglise se sont vu rabattre sévèrement le caquet pendant la révolution de 1789, il faut veiller à ce qu'ils ne prennent jamais aucun pouvoir politique en France. Car devant la crosse, les fusils partiront d'eux-mêmes.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Jean BABILLOTE

EX-TAULARD

Salut,

C'est en homme libéré depuis le 2 que je vous écris, pour vous parler du centre de détention de Muret.

Un centre de détention est, par définition, dans les textes de loi sur la réforme des prisons de 1975, une prison à régime libéral avec, entre autres, comme avantage, la possibilité de sortir en permission au tiers de la peine. A Muret, cela est faux ; aucun détenu ne sort en perm au tiers de peine. Une minorité de détenus (une centaine sur six cents), ont la chance de sortir, mais une fois la mi-peine passée, quant au restant, ils ne sortent jamais. Ici, la libéralisation n'existe pas, car tout est soumis à la censure de ce cher directeur : livres, journaux, revues, courrier, cantines, et tout et tout ; même le courrier des avocats est, la plupart du temps, ouvert, et l'on vous dit que c'est par erreur. *Libération* est également souvent censuré, surtout celui du samedi...

Très peu de détenus sortent en libération conditionnelle. Pour ma part, je suis sorti en fin de peine, comme la plupart de mes camarades.

Toutes ces injustices ne facilitent pas la « réinsertion sociale », comme l'on dit. Il ne faut pas être étonné qu'un détenu ressorte pour braquer ou pour tuer à nouveau.

Tout ce que l'on vous raconte n'est que du bluff ; le directeur et ses sbires sont des mar-

chands de chansons ; le juge est un fabuleux joueur de pipeau ; il vous fait croire à une perm, et, quand vous recevez la réponse, c'est un ajournement ou un rejet.

Le procureur joue les hommes invisibles. Quand on lui demande une audience, on ne le voit jamais. Le juge est pareil. Quant au directeur, il vous envoie un de ses sbires, soit le boiteux, soit le nabot, comme on les appelle à Muret.

Les éducateurs et les assistantes sociales sont inexistantes et inefficaces, car on ne les voit jamais eux non plus. Bref, on ne voit que les mâtons qui s'en foutent et sont contents de jouer les porte-clefs.

Lorsqu'au CNO de Fresnes, on vous fait comprendre qu'à Muret c'est le pied, on se fout royalement de votre gueule. Tout n'est que foutaise.

En somme, toutes les prisons se ressemblent, et Peyrefitte peut être content de ses sous-fifres ; ils appliquent à la lettre son projet Sécurité. Ici, la liberté est de trop car elle n'existe pas. Les réformes de 75 disparaissent peu à peu, et bientôt, les détenus seront obligés de remonter sur les toits. Voilà ma conclusion.

J'espère que vous publierez ma lettre, car ce n'est pas tous les jours qu'un ex-taulard vous parle d'une taule dans sa juste réalité. Vive la liberté.

Raphaël SELLEZ

LE XIV^e CONGRÈS DE LA C.G.T.F.O.

Pourquoi nous étions contre un accord avec le bureau confédéral !

Il faut savoir ce que l'on veut, et ce que l'on veut, il faut le dire clairement, et c'est seulement après ce discours que le public peut objectivement juger et qualifier notre démarche ! L'attitude contraire qui consiste à se qualifier d'anarchosyndicaliste dans l'espoir de faire avaliser une attitude discutabile comme étant le fruit d'une réflexion anarchosyndicaliste, est irrecevable : on ne juge que sur pièce !

Si dans nos milieux, on a beaucoup discuté sur les moyens de le répandre et si on en discute encore, les deux principes sur lesquels repose l'anarchosyndicalisme n'ont jamais été remis en question par personne. Ces deux principes sont complémentaires : le premier constate que le syndicalisme défend les intérêts matériels et moraux des travailleurs dans le cadre du système imposé par la classe dirigeante, le second affirme que seule la suppression de ce système permettra la libération du monde du travail. C'est ça l'anarchosyndicalisme, et rien d'autre que ça ! Tous les textes, à commencer par la Charte d'Amiens, en font foi ! A partir du moment où on n'accepte que le premier de ces principes, on est syndicaliste réformiste ; à partir du moment où on n'accepte que le second, on est syndicaliste révolutionnaire. C'est lorsqu'on appuie sur l'un ou l'autre de ces claviers à la demande, qu'on peut légitimement se déclarer anarchosyndicaliste. Si l'on ne croit plus à la libération des travailleurs et à l'efficacité du syndicalisme comme outil essentiel de cette libération, on pourra bien se proclamer anarchosyndicaliste, faire de l'activisme, se réclamer des grands ancêtres, on n'est rien d'autre qu'un réformiste, un réformiste musclé peut-être, mais un réformiste installé dans le cadre d'une économie dont on essaiera de faire rendre tout ce qu'elle peut rendre en faveur des travailleurs ; mais ce que cette économie peut rendre est justement limité par sa survie. Et dans mon intervention au congrès, qui fut une intervention anarchosyndicaliste, j'ai pu dire :

Le syndicalisme que nous pratiquons est du bricolage ; le système ne peut plus que nous lâcher des miettes car il est à bout de souffle. Il faut passer à une vitesse supérieure. Seules les revendications s'attaquant aux structures sont d'actualité. Le congrès ne s'y est pas trompé et il l'a bien fait voir. Il n'a pas applaudi parce qu'il était d'accord en tout point avec mon intervention, mais parce que j'étais un anarchosyndicaliste qui tenait un langage anarchosyndicaliste, sans plus !

Et si de nombreux anarchosyndicalistes et même syndicalistes révolutionnaires participant au congrès étaient d'accord avec

moi pour rejeter la résolution générale « mitonnée » par l'appareil confédéral, « toutes tendances mêlées », et lui en opposer une autre, c'est justement parce que malgré les rappels aux « grands principes », elle ne proposait aucune mesure dépassant le cadre réformiste, pas même sur un plan modeste, comme celui de la CGT en 1936 qui donna son originalité aux luttes du Front Populaire.

Un certain nombre de nos camarades se réclamant de l'anarchosyndicalisme en ont jugé autrement (et ils s'en sont expliqués dans le dernier numéro de notre journal), allant, pour quelques uns, jusqu'à s'opposer à des modifications de la résolution générale proposées par des syndicalistes réformistes qui la trouvaient insuffisamment musclée. Ces camarades anarchosyndicalistes forment, avec d'autres, un groupe de pression plus que d'opposition, qu'il faut bien appeler par le nom sous lequel tout le monde le connaît : c'est le groupe Hebert/Lambert ! Il est composé de quelques anarchosyndicalistes qu'on peut compter sur les doigts d'une seule main et qui tirent leur importance de la place qu'ils occupent dans les fédérations, les unions départementales, et par des militants de l'OCI plus étoffés, même si la politique proposée par Lambert ne fait pas l'unanimité, comme pourrait le laisser supposer l'intervention de Daniel Renard, assez voisine de la mienne ! Dans l'article paru dans notre journal, ces camarades anarchosyndicalistes nous conviaient à la franchise. Alors, allons-y, et voyons les raisons qu'ils avancent pour contribuer à constituer ces majorités de 90% que, ni la confédération, ni son bureau confédéral, ni son secrétaire général ne méritaient et qui ne garantira en rien l'autorité de cette organisation, bien au contraire !

Je crois qu'il existe un point commun entre le groupe Hebert/Lambert et la majorité confédérale. Ce point commun est la peur ! Une peur viscérale du communisme, de la CGT, de la CFTC, des « rocardiens », du CERES, etc., peur qui est devenue une seconde nature, dont l'objet varie de congrès en congrès à partir des circonstances, mais qui sert de double alibi : alibi pour la confédération qui justifie sa politique réformiste sans réforme, par la nécessité de ne pas créer une situation économique dramatique qui pourrait profiter à d'autres, peur du groupe Hebert/Lambert de même nature, qui reste collé à la majorité, non pas pour protéger des situations acquises, mais pour ne laisser au syndicalisme que le rôle dévolu par le léninisme et qui est celui de simple complément à l'action du parti de la révolution, ce qui, entre

nous, n'a pas grand-chose à voir avec l'anarchosyndicalisme. Ce groupe, pour excuser sa politique qui ne remet jamais en cause certains aspects de la politique confédérale, ce qui devrait être sa vocation, détourne l'attention par des charges « glorieuses » contre l'ennemi, réel ou imaginaire. Ainsi, nous les avons vus se déchaîner contre les « rocardiens » qui sont les mêmes militants syndicalistes qu'ils pourfendaient trois ans plus tôt en les accusant d'appartenir au CERES, et qu'ils pourchasseront au prochain congrès, à partir d'une actualité toujours plus fluctuante. Moi qui ne suis pas particulièrement attaché à une fraction quelconque du socialisme, je me demande par quel miracle ce socialisme mou est devenu l'adversaire n° 1, alors que le léninisme est devenu l'allié et le protecteur du syndicalisme réformiste ?

L'analyse qui justifie ce comportement est singulière. La situation économique est catastrophique, nous dit-on. Et c'est vrai. Elle risque de nous conduire au fascisme, rouge ou noir. Alors confortons la démocratie (le système capitaliste libéral en place). C'est la politique du moindre mal, condamnée par tous les mouvements anarchistes de l'Histoire. Il s'agit de la politique du syndicalisme réformiste qui dénonce un système mauvais, mais supposé préférable à d'autres, associé à une politique syndicaliste léniniste qui entend maintenir le syndicalisme à la remorque d'un parti révolutionnaire qui le dirige ! On nous dit également que la confédération résisterait mal à une poussée fasciste et qu'il faut lui assurer une stabilité qui la fortifie ! Comment ? En la ramenant à ses sources de manière à faire d'elle une alternative économique, un outil de lutte de classe, en lui conférant un potentiel révolutionnaire susceptible de lui donner de la vigueur ? Vous êtes en dehors du vent de l'Histoire si vous croyez ça ! On veut la rendre plus efficace en lui conférant ce caractère d'unanimité qui, dans l'Histoire, a été le pourrissoir des organisations ouvrières. Le but sera de masquer les divergences en les rejetant à l'extérieur. Cette unanimité volera en éclats aux premiers bruits de la rue et chacun reprendra ses billes. Elle empêchera le syndicalisme de jouer son rôle révolutionnaire et le confinerà, dans notre système comme dans d'autres, à panser quelques plaies, à pleurnicher pour faire reporter quelques injustices, en réalité, à émasculer quelques défauts trop criants du système, à aider celui-ci à corriger ses excès, ce qui lui permettra de se continuer !

Nous ne faisons pas autre chose aujourd'hui ! Nous regardons l'économie capitaliste libérale de

monsieur Barre se transformer sous nos yeux pour mieux s'adapter, alors qu'il faudrait l'abattre ! Et lorsque, réformistes ou léninistes, on nous dit que la lutte révolutionnaire relève des partis et que le syndicalisme doit juste se préoccuper, dans ce régime comme dans un autre, des salaires et des conditions de travail, que les structures économiques ne sont pas de son ressort, on ne fait rien d'autre, avec des variantes bien sûr, que de nous réciter les passages ayant trait au syndicalisme de *L'Etat et la Révolution* de Lénine !

Entendons-nous bien ! Même si je combats leur politique, je ne reproche pas aux réformistes de défendre un point de vue réformiste, aux léninistes de défendre un point de vue léniniste. C'est leur droit et je dirais même leur devoir ! Mais les anarchosyndicalistes, qu'ont-ils à voir avec une telle politique ? Que les circonstances conduisent les anarchosyndicalistes à faire des accords momentanés et circonstanciels avec d'autres fractions du mouvement ouvrier, c'est concevable, et j'ai moi-même conclu de tels accords. Mais pas en abandonnant la lutte pour la disparition « du patronat et du salariat », pas au détriment d'un syndicalisme qui, *aujourd'hui groupe de résistance, sera dans l'avenir groupement de production et de distribution, base de la réorganisation sociale*, prétend la Charte d'Amiens, dont tout le monde dans ce congrès se réclamait.

Cette politique-là, c'est la véritable politique « d'intégration », politique qui conduit à « l'intégration » à un système en place sous le prétexte, fort louable d'ailleurs, de protéger la confédération contre l'intégration à un système à venir ! Je pense que nos camarades qui se sont laissés entraîner par cette politique du moindre mal se trompent, qu'ils créent une confusion malsaine ! Diluer l'anarchosyndicalisme dans une unanimité sans consistance ne sert à personne, ni la majorité réformiste, ni la minorité révolutionnaire. La presse a bien senti l'équivoque et elle n'a pas été tendre en commentant l'attitude du groupe Hebert/Lambert. Je sais bien toutes les réserves qu'on peut faire sur la manière dont la presse rend compte des manifestations ouvrières, et je fais miennes celles de nos camarades dans leur article du dernier numéro de notre journal. Cependant, la presse ne m'a pas associé aux tractations de couloir qui ont abouti à cette quasi-unanimité, peut-être d'ailleurs parce que ma prestation était sans importance. de toute manière, je lui en suis gré.

Maurice JOYEUX

Le charme discret de l'auto-dissolution

suite de la page 8

Cette auto-persuasion débouche, on le sait, sur une pratique d'essence religieuse et inquisitoriale et les pousse en toute bonne conscience à vouloir à tout prix faire le bonheur de ceux qui sont en retard sur eux parce qu'ils ne savent pas. De là cet appétit insatiable du POUVOIR qui caractérise les avant-gardes. Finalement, peut-être suffirait-il de concevoir une avant-garde qui ne se percevrait pas en terme d'avance, mais au contraire en terme de DIFFÉRENCE. Élément particulier de la masse, l'avant-garde pourrait alors mener son action spécifique sous la forme de la seule PROPOSITION. Proposer et non imposer de toute force, voilà quelle devrait être la démarche d'une avant-garde non avant-gardiste. Pour notre part, c'est en tout cas la voie que nous avons choisie de suivre, et si nous nous battons de toutes nos forces pour faire pénétrer nos idées dans la réalité sociale, nous avons toujours refusé la stratégie terroriste qui consiste à rechercher par tous les moyens à exercer le pouvoir, pour imposer ensuite nos idées à ceux qui ne les partagent pas. En ce sens, nous ne nous percevons nullement en avance ou en retard par rapport aux masses. Certes, nous voulons aller vers le communisme libertaire, mais nous n'avons pas la fatuité de croire que cet objectif s'inscrit dans le sens de l'Histoire. L'Histoire n'a jamais eu de sens préétabli, et elle est ce que les hommes font et veulent qu'elle soit. Imposer ne sert donc strictement à rien, c'est pour cela que nous nous efforçons de CONVAINCRE. Dans ces conditions, ni détenteurs d'une connaissance pseudo-scientifique du sens de l'Histoire, ni postulant à exercer un quelconque pouvoir politique pour hâter le déroulement des événements, nous ne risquons guère de connaître les affres de l'institutionnalisation. Dans ces conditions, on voit mal l'intérêt que nous aurions à nous auto-dissoudre. Pour l'heure, notre objectif reste ce qu'il a toujours été, à savoir la destruction du pouvoir, de tous les pouvoirs, y compris celui que les avant-gardes esthétiques, politiques et quotidiennistes cherchent désespérément à exercer, au nom du messianisme qui leur est propre. Pour ce faire, vu que nous ne sommes pas du genre à croire au père Noël, nous estimons préférable de nous attacher à détruire les apprentis dictateurs avant-gardistes, plutôt que d'attendre qu'ils descendissent à s'auto-dissoudre.

Jean-Marc RAYNAUD

(1) Cf : « De la Capacité politique des Classes ouvrières », Ed. du Monde Libertaire.

(2) « Auto-dissolution des Avant-gardes » par René Lourau, Ed. Gallée.

(3) « La Voix et le Regard », « Luttes étudiantes », « La Prophétie anti-nucléaire », par Alain Touraine, Ed. Seuil.

UN SERVICE
REGULIER
ET PRATIQUE
L'ABONNEMENT

informations internationales

RELATION D'UN PARTICIPANT A LA GREVE D'URSUS

Le texte qui suit est l'histoire de la grève aux ateliers mécaniques d'Ursus, près de Varsovie, énorme usine de 17 000 ouvriers. URSUS est la première usine à s'être mise en grève, dès le premier juillet. C'est aussi l'une des premières usines à avoir élu un comité de grève. En 1976 déjà, de graves événements avaient eu lieu à URSUS : les ouvriers sont restés maîtres de la ville tout une journée, coupant notamment la ligne de chemin de fer Paris-Moscou.

Dans les prochains numéros du Monde Libéraire, d'autres traductions de documents sur les grèves de cet été seront publiées.

La grève aux ateliers mécaniques URSUS a commencé le mardi 1^{er} juillet. Les travailleurs de la deuxième équipe de quelques sections se sont mis en grève. Le bruit d'une augmentation des prix en était la cause directe. La tension augmenta du fait du manque d'informations officielles.

Mercredi, il n'y avait pas de viande au buffet d'entreprise. Ce jour-là et les suivants, les départements de production se sont mis l'un après l'autre en grève. Pendant ce temps, seulement deux sections travaillaient : la fonderie, qu'une brusque extinction des fourneaux menaçait de la destruction et de plusieurs millions de perte, et la centrale électrique thermique qui fournit l'énergie à la ville et à l'usine.

Le déroulement des événements le 3 juillet était le même dans tous les départements de production. Les ouvriers cessaient le travail, débranchaient les machines et se regroupaient dans leurs « repaires » pour commencer à formuler leurs revendications. L'étendue de la grève s'élargissait peu à peu ; les représentants de la direction et les activistes du parti entrèrent en action. Ils s'approchaient des groupes d'ouvriers en appelant à la reprise du travail, et dans le cas des membres du Parti, à la conscience de parti — sans résultats. Certains militants se faisaient particulièrement remarquer par leur activité. Le contremaître Krasniewski du département des chassis menaçait ses subordonnés de sanctions pénales, et le contremaître Picwierz du département de montage des moteurs, de licenciements disciplinaires. Simultanément, la direction entreprit d'isoler les grévistes. Les ateliers mécaniques ont été isolés du reste

du monde et les portes de chaque département ont été fermées. Le téléphone a été coupé pour que les départements n'aient pas la possibilité de s'entendre entre eux.

Les grévistes du département de montage des moteurs PS ont élu une délégation de dix membres, de même qu'au département des chassis PB où la délégation comptait vingt personnes. Au

département réparation-énergie PR, les ouvriers ont organisé une assemblée générale ; ils ont rédigé des revendications et ils ont élu un comité de grève de sept membres.

Le Direction essayait de maîtriser la situation en organisant des réunions de contremaîtres, de chefs de brigades et de monteurs qui, ensuite, appelaient les ouvriers à reprendre le travail. Comme cela n'amenait aucun résultat, la Direction centrale et les directeurs de chaque département commencèrent à négocier, soit avec les délégations, soit avec tout le personnel. D'abord, la Direction crut qu'il suffisait de dire aux travailleurs que les travailleurs de l'Ouest sont encore plus mal lotis, et de promettre vaguement une augmentation au 1^{er} septembre à ceux qui la mériteraient.

Dans la plupart des départements, les deuxième et troisième équipes se sont jointes à la grève. Les jours suivants, la grève s'est poursuivie. La situation se déroulait un peu différemment au département PR, grâce, surtout, à l'action adroite du comité de grève qui avait présenté par écrit les revendications des grévistes :

- 1) augmentation de la prime, pour travail nocif, de 0,5 à 1,5 zlotys de l'heure,
- 2) fixation d'une prime de 10% pour le travail en deuxième équipe,
- 3) augmentation des salaires pour compenser la hausse des prix, et introduction d'une prime de vie chère.

La Direction avait deux heures pour étudier ces revendications. Après l'écoulement de ce temps, le directeur du département, le premier secrétaire de la cellule du Parti de l'entreprise et les chefs de sections apparurent. Ils commencèrent, comme d'habitude, par des menaces. *Les travailleurs ne sont pas irremplaçables, ils doivent s'en souvenir* dit le secrétaire. Les ouvriers rajoutèrent aux revendications la garantie signée que personne ne serait poursuivi pour la grève. Le directeur promit de présenter les revendications « en haut » et appela à la reprise du travail. Comme personne ne bougeait, il montra du doigt les ouvriers qu'il connaissait et les appela par leurs noms. Ce fut le moment décisif : personne ne céda et il était clair que les grévistes devaient gagner. La Direction promit de répondre aux revendications dans les deux heures. Le souhait de la Direction était que le comité de grève change de nom pour éviter la malsonnance, aux oreilles, du mot grève. Les grévistes acceptèrent que leurs représentants utilisent, pour les négociations le terme de « commission ouvrière ».

En attendant la réponse, on commença les préparatifs techniques pour interrompre le travail à la centrale électrique thermique. On prévint ainsi le directeur de la fonderie qu'il arrête à temps le processus technologique, car il y aura un arrêt de la fourniture d'énergie.

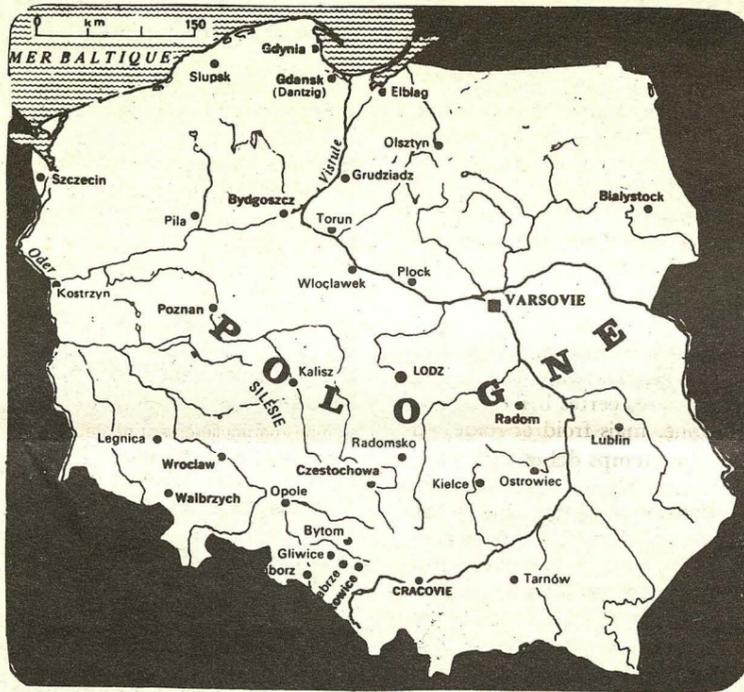
Après deux heures de négociations, le directeur général Szymczak, directeur de l'entreprise, le premier secrétaire et une personne inconnue des grévistes arrivèrent. En résultat de la discussion, le Direction s'engagea à satisfaire les revendications une et deux dans la semaine qui suivait et la revendication trois au 15 août. Elle refusa par contre de signer la garantie que personne ne serait poursuivi. Les grévistes votèrent : la grève ne s'arrêtera pas avant d'avoir obtenu cette assurance. La direction céda à 16 h 30.

Le jour suivant, le directeur Szymczak vint de nouveau dans le département et il certifia que toutes les revendications étaient satisfaites et que l'augmentation des salaires partirait du 1^{er} juillet. En supplément, la prime de rendement a été augmentée de 10%. Les travailleurs syndiqués seront payés au tableau V (près de 400 zlotys d'augmentation). On accorda aussi 5% de prime extraordinaire et une prime fixe d'émulation.

Ce même jour, la direction commença à négocier avec les autres départements. Dans le département PS, voulant empêcher une rencontre avec la délégation du personnel, la Direction prit seule la décision des augmentations. Cette décision fut communiquée aux contremaîtres, aux chefs de brigades et aux monteurs. Les ouvriers obtinrent 10% de prime et 150 zlotys de prime d'émulation. Dans les départements PB et PC, on parvint à un accord avec l'assemblée générale. Les augmentations furent les mêmes qu'au département PS. Dans le département PB, on obtint, de plus, le passage du tableau III au tableau IV. Au département PC aussi, on réussit à obtenir une concession supplémentaire. Dans tous les départements, on commença bientôt à reprendre le travail.

« Robotnik » du 12 juillet 1980 : numéro spécial sur les grèves.

Traduction du Secrétariat aux Relations Internationales



Chronologie des mouvements de grève en Pologne

1^{er} juillet : sans aucune annonce officielle, le prix de la viande augmente très fortement. Le jour même, les ouvriers de plusieurs départements des ateliers mécaniques d'URSUS (usine de matériel agricole de 17 000 employés) se mettent en grève.

2 au 8 juillet : une vague de grève submerge la Pologne, pour des augmentations de salaire. Sont touchés les entreprises suivantes : Polmo (accessoires automobiles, 3 500 ouvriers), WSK Mielec (matériel de communication, plus de 10 000 ouvriers, WSK Swidnik (aéronautique, 15 000 ouvriers), le département K1 des chantiers navals de Gdansk, les aciéries Huta Warszawa près de Varsovie, un département de Polkolor (téléviseurs) à Piaseczno, Elmor de Gdansk, la fonderie Cegielski de Srem. Les augmentations demandées sont accordées, mais la hausse des prix est annulée, puis maintenue. A quelques exceptions près, des comités de grève ou des délégations sont élus par les ouvriers.

8 au 14 juillet : le mouvement continue et touche les entreprises de Zamech (mécanique), d'Elblag, Agromet de Poznan, Swierczewski (matériel de communication), Mera (réfrigérateurs), Wawel (montres électroniques) de Varsovie, FSO (automobiles, 20 000 ouvriers de Zeran, Buczek (chaussures), Agromet (mécanique agricole), l'usine de camions et les abattoirs de Lublin. A Zyrardow, où prédomine l'industrie textile, de nombreuses filatures, dont la fabrique de bas Stella qui a élu un comité de grève clandestin, sont en grève. Le travail cesse aussi dans certaines entreprises qui avaient déjà fait grève la semaine précédente, comme URSUS et WSK Swidnik. Les revendications économiques

sont accordées, mais le mouvement est brisé par les congés payés qui commencent le 15.

14 au 21 juillet : cette semaine est marquée par la grève générale de deux jours à Lublin. Depuis le 9 juillet, plusieurs entreprises sont déjà en grève. Le 18, la ville est paralysée : les cheminots, les transports en commun, la distribution alimentaire se mettent aussi en grève. L'armée doit assurer les services essentiels et le pouvoir négocie, tout en agitant la menace russe. Le comité de grève des cheminots est mandaté pour obtenir des élections syndicales libres.

Des grèves se poursuivent dans le reste du pays : à l'aciérie de Stalowa Wola, à l'usine de roulements à billes de Chelm.

21 au 31 juillet : le mouvement s'essouffle : grèves seulement dans plusieurs entreprises d'Ostrow Wielopolski, de Zabierzow, de Piotrkow et à l'Institut de Communication de Varsovie.

1^{er} au 13 août : les grèves semblent reprendre : on en signale dans un atelier du port fluvial de Gdansk, à l'usine Stomil de Lodz. Le 7 août, les éboueurs de Varsovie cessent le travail pour une semaine, et les conducteurs de bus, de tramways et de taxis sont aussi touchés. Le mouvement se généralise à Lodz où les ouvrières des usines Sandra (bas et chaussettes) et Harman débrayent. A Bielsko-Biala, l'usine de machines textile fait de même, le 11 août. A cette date, 150 entreprises ont été affectées par des arrêts de travail.

14 août : le chantier naval de Gdansk se met en grève pour la réintégration d'une militante des syndicats libres qui vient d'être licenciée. Un comité de grève est élu.

15 et 16 août : la grève s'étend dans la région de Gdansk et un comité inter-entreprises de grève (MSK) est créé. A sa tête, Lech Walesa, militant des syndicats libres. Le MKS rédige une liste de 21 revendications économiques et surtout politiques (syndicats libres, abolition de la censure, droit de grève...).

17 au 19 août : la grève s'étend, alors que Gierek fait un discours qui ne répond à aucune revendication des ouvriers. La commission gouvernementale chargée de négocier tente de diviser le mouvement, sans succès. Le 18, il y a 88 entreprises en grève dans la région de Gdansk ; le 19, 191.

20 au 22 août : un nouveau négociateur est nommé, tandis qu'à Varsovie une vague d'arrestations déferle sur les milieux d'opposition. La grève touche, le 21, Kocierzyna, Lembork, Ustka, tandis qu'à Szczecin et à Elblag, des MKS sont créés ; ils représentent respectivement 141 et 8 entreprises. Le 21, 310 entreprises sont en grève à Gdansk, plus de 400 le 23. Ce jour-là, la commission de négociation reconnaît le MKS.

23 au 25 août : le 24 août, les éléments « durs » du parti sont limogés. Aucun effet sur les ouvriers. Des négociations laborieuses commencent avec les MKS de Gdansk et de Szczecin. Le pouvoir ne veut pas entendre parler des revendications politiques, celles qui comptent le plus pour les grévistes. L'évêque de Gdansk, dans un même discours, déclare soutenir les grévistes et appelle à la reprise du travail.

26 au 25 août : les négociations continuent. Des intellectuels oppositionnels assistent maintenant les grévistes à titre d'« experts ». Le droit de grève est reconnu, mais Gierek parle de démocra-

tisation des syndicats existants. Les ouvriers, qui veulent un syndicat libre, refusent. Le cardinal Wyszynski fait un discours, passé en partie par la télévision, où il fait une apologie du travail, tout en exprimant son soutien aux grévistes. L'Eglise accusera les autorités d'avoir déformé ce discours par des coupures. Les grèves, elles, gagnent Lodz, Rzeszow, Wroclaw, où un MKS est créé le 27. La grève générale menace le pays.

29 au 31 août : après un petit durcissement du pouvoir auquel répond un durcissement des grévistes, celui-ci cède. Jagielski, de retour à Varsovie, accepte toutes les conditions des grévistes, même celles que leurs représentants avaient sacrifiées et que la base leur a fait de nouveau exiger (entre autres, la libération des prisonniers politiques).

Le plus difficile, l'accord sur les syndicats libres, était atteint depuis le 30. Le 31 août en milieu d'après-midi, l'accord est signé : les 21 points sont acceptés avec quelques restrictions pour certains. On avait signé la veille à Szczecin. Mais Moscou hausse le ton, alors que jusque là sa thèse était qu'il s'agissait d'une affaire intérieure polonaise.

1^{er} et 2 septembre : c'est la reprise dans la majeure partie du pays, sauf en Silésie qui commençait à bouger, le 29 août, pour soutenir leurs camarades de Gdansk. Les mineurs se mettent en grève pour que les accords de Gdansk s'appliquent aussi à eux : le pouvoir accepte et les négociations commencent rapidement. Apparemment, les accords de Gdansk, publiés dans la presse, seront généralisés à tout le pays.

PROCHAIN NUMÉRO
Dossier sur
la classe ouvrière
polonaise
de 1956 à la révolte de l'été 80



Notes de lecture

LA LIBRE MATERNITÉ

Roger-Henri Guerrand
Ed. Castermann poche

De la jeune fille parfaitement idiote à la femme honnête qui ne doit pas jouer, la condition féminine au 19^e siècle est proche de l'esclavage. Aliénées et mutilées socialement et sexuellement, les femmes passent de la dépendance parentale à la dépendance maritale. Leur rôle se résume à faire le plus d'enfant possible, sans y prendre de plaisir, naturellement.

Le mérite du livre de Roger-Henri Guerrand est de retracer, non sans humour, la lutte des néo-malthusiens et celle des repopulateurs. Dédié à Jeanne Humbert, cet ouvrage n'aurait certainement pas été renié par Paul Robin, Nelly Roussel et d'autres compagnons propagandistes de la contraception.

Histoire d'un siècle qui aura vu s'affronter les thèses les plus délirantes sur le droit aux femmes de disposer ou non de leur corps, l'alliance Eglise, Etat, Magistrature aura tout tenté pour empêcher avortement et contraception. Foudres de l'enfer d'un côté, emprisonnements de l'autre, rien ne pourra faire que l'ignoble loi 1920 ne se fissure de toutes parts sous la pression d'hommes et de femmes qui luttent pour l'émancipation des individus.

Un livre de base, donc, pour comprendre ce qu'a pu être la vie des femmes de la « Belle Epoque » à la loi Neuwirth, puisque l'ouvrage s'arrête en 1969, et qui donne envie de continuer les luttes afin qu'aucune loi ne régisse notre sexualité.

JOCELYNE

AVIGNON 80

Q'on leur donne du pain et des jeux !

Si en Avignon, du 12 juillet au 10 août, le pain est remplacé par les brochettes, le jeu, lui, est bien présent. Jeu théâtral sur les scènes du *in* et du *off*, et jeu du paraître sur la place de l'Horloge.

En cette période de festival, on est sûr de retrouver dans l'ancienne ville des papes, le boulevard St Germain mêlé au Quartier Latin, sans oublier la Place du Tertre. Alors, pour qui ce festival ? Il est hanté par une faune curieuse, brillante et triste comme une danse macabre. Beaucoup trop d'enseignants, quelques étudiants et toute une foule de non-comédiens-mais-qui-auraient-bien-voulu l'être... De ces gens qui n'ont jamais rien produit mais s'imaginent valorisés par la fréquentation de metteurs-en-scène, comédiens, les Artistes quoi. La frime ! Alors forcément, dans cette micro-société se dégage un malaise. Pour frimer, il faut un public. Que se passe-t-il quand ce public est lui-même acteur ? Les femmes sont femmes fatales, féministes, bronzées, ondulantes ou agressives, les mâles sont mâles séducteurs, forts, velus ; quant aux autres, ils restent ce qu'ils étaient à Paris ou ailleurs, mais ici ils l'affichent !... Le tout dans les tons blanc, rose, bleu, parme. Sans une once d'originalité. Ça pue un peu plus qu'ailleurs les divers ingrédients à bronzer. Côté conversation, c'est d'un navrant ! On ne discute pas le prix d'un cocktail, on médite de la dernière pièce vue... Le vide donc, mais très joliment déguisé. Vide harmonieux qu'il est aisé de re-

trouver dans la plupart des spectacles du *in*. Qu'elles sont belles ces mise-en-scène ! Et les décors ? Une splendeur ; excellent jeu des acteurs... Heureusement qu'il y a cela pour faire passer la pesanteur d'une leçon de morale marxiste (ah ! pourquoi Benerdji ne s'est-il pas suicidé au premier acte ?), ou le texte poussiéreux de Lenz, ou encore les incertitudes existentielles du malheureux J.P. Miquel.

Donc, la frime dans la rue, guère mieux sur les scènes. Où est Avignon ? Une chose semble certaine : si l'on s'est éloigné de la « culture populaire », du moins ça rapporte. Avignon se loue comme une putain, en une période de festival. Le moindre petit morceau d'espace le long des remparts vaut entre 1 000 et 4 000 F/mois pour y installer une boutique. La plus petite parcelle de cour devient lieu scénique à 500 F le spectacle, et je connais une cour qui « accueille ainsi trois spectacles par jour.

Avignon va-t-il crever de sa belle mort ? Je n'ai pas connu les débuts du festival, mais j'en ai beaucoup entendu parler et j'ai lu des articles, des critiques sur ce qui s'y passait. Sans verser dans le passéisme, j'ai l'impression qu'il se dégageait autre chose du festival qu'une odeur de pourriture. Le nouveau directeur du festival va-t-il maintenir ce cadavre, certes brillant et enrobé, mais froid et roide, encore longtemps debout ?

Jocelyne

Le Coin des Copains

* Myriam ROUSTAN et Jean-Jacques PÉRONI exportent *Couple-moi l'souffle* à Alençon, au Neptune, du 24 au 27 septembre.

* Alain SCOFF et Jean-Paul SÈVRE commencent leur pièce *Et ça vous fait rire ?* aux Blancs Manteaux, rue des Blancs Manteaux.

* Roger MASON, Folk et humour, à 23 h 30, au Café d'Edgar. Cet américain chante en français des *talking blues* et a introduit en France, avec son compère Steve WARING, la guitare *picking*. Humour tranquille et vachard mais redoutable. Par exemple : dialogue entre un juge et un écolo de Green-Peace, après l'abordage du voilier par la glorieuse marine française :

— Monsieur le Juge, vous voyez sur cette photo : c'est bien le gros croiseur qui a coulé mon petit bateau !

— Non, je ne vois rien.

— Vous êtes aveugle, Monsieur le Juge ?

— Parlez plus fort, je n'entends rien !

* TRIBOULET, dans *Triboulet existe*, à 22 h., au Petit Montparnasse, 31 rue de la Gaité.

Chronique du spectacle vivant

Tupac-Tosco : parce que Amaru Tupac fut le premier Indien à combattre les conquistadors et qu'Augustin Tosco fut, au départ du soulèvement populaire, le *Cordobazo* de Cordoba en 1969. Le titre définit le spectacle : cela se passe en Argentine, de l'arrivée des conquistadors à nos jours.

C'est un témoignage poignant offert par des artistes exilés, à nous ; petits occidentaux, coincés entre deux grèves pour le *beefsteak* et les traites à payer de la télé-couleur Darty. C'est la révolte à l'état pur, de la grandeur de celle qui s'est endormie en Europe depuis bien longtemps. Révoltes contre l'oligarchie des familles possédantes, contre l'iniquité, l'ordure, les Vidéla. Révoltes auxquelles ils ont participé. Révoltes viscérales que nous portons tous, nous anarchistes. Ces artistes venus d'horizons politiques différents nous sont proches et cette fresque grandiose n'oublie pas de faire revivre Soto, l'anarchiste espagnol qui participa aux luttes paysannes de Patagonie en 1920.

Réussite chorégraphique, musicale, poétique, politique, exemplaire. Si quel qu'un doutait encore de l'importance profonde du vrai spectacle, qu'il aille se rendre compte par lui-même. Si les professionnels du *show* à grands frais et à grand bruit, genre Hossein, veulent se rendre compte de ce qu'on peut faire passer sur une scène ; qu'ils aillent prendre des notes. C'est au théâtre Fontaine

jusqu'au 20 septembre. Et qu'ils ne nous resservent plus jamais, après cela, des *Révolution française* et autres *Potemkine* insipides et sans âme.

Depuis longtemps, j'écrivais à longueur de colonnes dans notre journal pour vous dire qu'il y a des spectacles qui ne sont pas inutiles, mauvais ou vains comme ceux proposés par la télé et autres lieux mal famés. Ce n'est pas difficile, tellement le talent est évident, de signaler bien avant les grands de la presse les *Air*, *Tiempo Argentino*, *Lafaille*, *Couture*, *Riou-Pouchain*, etc. Je récidive et affirme que Tupac-Tosco est le spectacle majeur en ce moment.

Tupac-Tosco ou *La raison de la mémoire*, à 20 h 45, au théâtre Fontaine, 10 rue Fontaine. 18 artistes sur scène, tous à féliciter, ou plus simplement à leur dire merci.

Extrait de *La raison de la mémoire* : Dans nos têtes circulent / des idées pas trop folles d'égalité / et de fraternité venues de la vieille Europe / cousine de par delà les mers.

De la conquête à l'oligarchie / de constitutions violées en tangos réprouvés / de représailles en répressions / il nous faut vivre pour mieux mourir / de grèves fatales en coups d'Etat / d'états d'âme en états de siège / pourtant nous sommes Argentins.

CHEMINEAUX

Lorsqu'ils passent sur Paris, au journal, on vous fait toujours un petit papier sur les gens qu'on aime bien, histoire de vous faire baver un peu, d'envie et de jalousie. Mais, faut pas croire que l'on soit toujours comme ça. Souvent, les artistes se promènent, de-ci de-là, cahin-caha, va trotter, va cheminer... ! Aussi, nous sommes particulièrement heureux d'annoncer aux Francs-Comtois, qu'ils vont pouvoir s'en mettre plein les oreilles, le 23 septembre, à Besançon, avec DJAMEL ALLAM, au cinéma Lux, à 21 h.

Taille au-dessus, toujours à Besançon, au Palais des Sports, Gilles VIGNEAULT et Michel BUHLER, à 21 h.

Le « vieux » BÉRANGER sera, le 26 septembre, à Auxerre, où il chantera à 21 h, et le 28, à la foire commerciale de Lille, à 17 h.

Pour militer, pas triste, IMAGO à Rennes le 23 septembre à 20 h 30, à la Maison de la Culture, ensuite au Théâtre de St Lô, le 27 à 21 h. En attendant qu'ils passent par chez vous, vous pouvez toujours écouter leur dernier disque (le 4^e !). *Aujourd'hui c'est déjà demain*, qui vient de sortir chez Sibecart-l'Escargot. C'est tout bon ! Difficile de faire le choix, au-dessus du lot *Garabombo*, l'histoire d'un révolutionnaire audin et 2000 et des poussières. Voilà de quoi vous réjouir « happy tax payers » provinciaux. C'est vraiment du très bon la bande de SIBECAR-ESCARGOT (merci pour l'enveloppe !).

Vies parallèles

Dans un autre style, et ça, pour les parisiens, un très bon spectacle à voir absolument à la Gaité-Montparnasse : *V... comme Vian*. Alain Meilland, sur une musique de Popaul Castanier, a su très bien faire revivre l'esprit de Boris Vian pendant près d'une heure et demie, sans temps mort, sans lassitude. Vian, c'est l'énigme ; pour beaucoup, c'est un génie incompris, un humoriste acide, un cynisme corrosif, un poète merveilleux, un illuminé... ou un con fini. Pour ma part, j'ai choisi mon camp ; je suis un inconditionnel de Vian. Pour moi, c'est *L'Écume des Jours* et le néuphar qui pousse dans les poumons de Cloé, c'est l'horreur du vaudeville *l'Equarrissage par tous*, c'est l'anti-militariste du *Goûter des Généraux*, et c'est bien d'autres choses encore ; et c'est tout ça que l'on retrouve sur la scène de la Gaité Montparnasse. Textes poèmes et chansons qui s'enchaînent dans un spectacle que l'auteur du *Déserteur* n'aurait pas renié.

Il y a de la santé sur cette scène, on y pourfend la bêtise et la cruauté séniles de nos gouvernants, le sabre et le goupillon en prennent plein la gueule, et c'est tant mieux... Si vous n'y allez pas ou si vous n'y riez pas, c'est que vous êtes déjà mort !

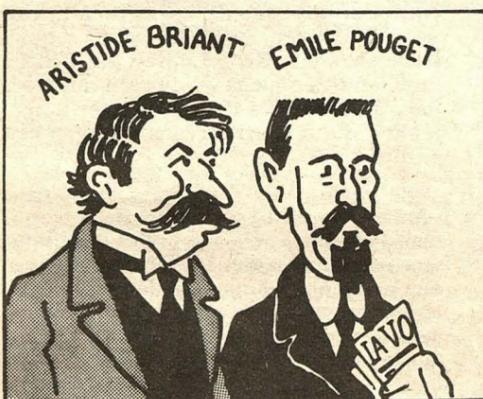
V... comme Vian, du 2 septembre au 4 octobre 80 à la Gaité Montparnasse, tous les soirs à 22 h, sauf dimanche. J.S.

* C'est pour tirer un coup de chapeau à Tex Avery, dont le dernier gag a été de mourir il y a 15 jours. It's very sad, isn't it !?

Les aventures épatantes et véridiques de

Benoît Broutchoux

par Phil et Callens



On a souvent rappelé qu'Aristide Briant, déjà député socialiste de la Loire, mais pas encore un renégat, fit tout le trajet, de la gare de Lyon au cimetière de Levallois, à côté d'Emile Pouget, le vieux Père Peinard, alors rédacteur de « la Voix du Peuple », l'hebdomadaire de la C.G.T. Peu de temps après, Monatte débarquait dans le Nord,



qu'il connaissait déjà pour y avoir été pion. Un mois plus tard, Broutchoux, déjà en taule à Béthune, repassa devant le tribunal pour une autre affaire pas très grave pour laquelle il espérait être acquitté. Bernique.

Il se ramassa trois mois de rabiot ferme. Monatte, qui assistait au procès, fut tellement estomaqué par ce

jugement qu'il gueula un grand coup : « A bas le tribunal ». Les pandores l'alpaguèrent illico, et il écopa sur le champ de six mois de ballon ! Mince de déveine ! Heureusement pour cezigue, quelques jours plus tard, la Cour d'appel de Douai lui accordait le sursis. Pierre Monatte était donc libre

à suivre

Bande dessinée tirée de
Les aventures épatantes
et véridiques de
Benoît Broutchoux
par Phil et Callens
Ed. Le dernier
Terrain Vague

LA PROVENCE
DES REBELLES
De Maurice Pezet
En vente à
Publico : 55,50 F

AVANT-GARDES

Le charme discret de l'auto-dissolution !

Entre les marxistes et les anarchistes, le problème de l'avant-garde a toujours été une source de conflits. Pour les premiers, l'avant-garde est une nécessité. Pour les seconds, elle n'est qu'une imposture.

Dans le schéma marxiste, et plus particulièrement dans le schéma léniniste où les choses ont été poussées à leur paroxysme, l'avant-garde se justifie par le « fait » que les masses en général, et le prolétariat en particulier, sont incapables d'accéder à autre chose qu'à une conscience « trade-unio-niste » d'eux-mêmes. C'est ainsi ! Le système dominant ne se contente pas d'exploiter et d'opprimer les individus, il réussit le tour de force de leur faire INTÉRIORISER cette exploitation et cette oppression par le biais de l'idéologie dominante. Exploités, opprimés et désormais ALIÉNÉS, les esclaves salariés en arrivent ainsi à s'auto-censurer dans leur désir de liberté et de libération. Ils admettent, cautionnent et souvent défendent les structures fondamentales d'un système qui leur suce le sang comme un vampire. Dans le meilleur des cas, leur défense se borne à l'émission de revendications alimentaires ou catégorielles visant à donner un peu de mou à la chaîne qui leur enserre le cou. Au pire, ils subissent passivement les événements, persuadés au fond d'eux-mêmes que leur sort est une fatalité ou qu'il pourrait être pire. De temps à autre, quand l'insupportable atteint la zone ultime de l'intolérable, le désespoir les conduit à des révoltes dont l'intensité n'a d'égale que l'absence de perspectives. Pour les marxistes, la spontanéité des masses s'inscrit donc, pour l'essentiel, dans une perspective défensive ne remettant nullement en cause le cadre général de l'exploitation capitaliste. De là la nécessité d'une minorité, l'avant-garde, qui a pour fonction d'apporter à la masse ce qui lui fait si cruellement défaut, à savoir la conscience d'elle-même et de son rôle historique. Pour remplir cette noble mission d'assistance à la masse incapable de se prendre en charge, l'avant-garde devra, on s'en doute, ne pas hésiter à encadrer, guider, et finalement diriger de manière autoritaire. Le noyautage des organisations de masse du genre syndicats sera donc l'objectif premier de l'avant-garde qui s'attachera à les féconder de la conscience de classe dont elle seule est dépositaire. Naturellement, un rapport éminemment hiérarchique préside aux relations entre les deux. Les organisations de masse ne sauraient être autre chose que de vulgaires courroies de transmission pour une élite avant-gardiste, titulaire du savoir suprême : la connaissance du sens de l'Histoire !

Face à l'insolence de cette prétention, les anarchistes ont toujours fait preuve d'une virulence à nulle autre pareille. En théorie et en pratique, ils n'ont eu de cesse de réduire à néant une telle fatuité. Les anarchosyndicalistes, entre autres, et ce dans la droite ligne de la pensée proudhonienne, se sont acharnés à défendre l'idée selon laquelle l'organisation de classe, par excellence le syndicat, n'avait nul besoin, pour assumer un rôle moteur dans la révolution sociale, de la tutelle d'une minorité de soi-disant savants, composée pour une bonne part de petits bourgeois névropathes en mal d'exercice de pouvoir. Pour eux, la division masse/avant-garde participe à la grande division entre dominants et dominés, entre maîtres et esclaves. La fonction faisant l'homme et créant l'organe, le rôle de directeur de conscience de l'avant-garde la voue à être le dominant de demain. La dialectique aura beau tenter de mystifier l'inéluctabilité du processus, au bout du compte, la logique de l'avant-gardisme l'amènera infailliblement à un vulgaire changement de dominants. Le bolchévick remplacera le bourgeois, mais la domination demeurera, et comme par hasard, le dominé sera toujours le même. Les masses n'auront fait que changer de maîtres. Pour qui douterait encore du bien-fondé d'un tel raisonnement, l'histoire de l'URSS et celle de tous les pays où une avant-garde marxiste a accédé au pouvoir, est riche d'enseignements. L'avant-garde, une fois par-

venue au pouvoir, y est naturellement, et a perpétué, en l'affinant, le rapport de sujétion entre le capital et le salariat. En conséquence de quoi, si l'émancipation des travailleurs se réalise un jour, force est bien de constater qu'elle ne pourra être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes, et pour ce faire, nul doute qu'il leur faudra se débarrasser une bonne fois pour toute de ces titres du mouvement ouvrier que constituent les avant-gardes marxistes et autres.

Cela étant dit, il ne faudrait cependant pas croire que la problématique de l'avant-gardisme se résume au seul choc manichéen des deux grandes hypothèses précédemment énoncées. Nombreux sont, en effet, ceux qui, insatisfaits par l'une ou l'autre, tentent de louvoyer entre l'acceptation pure et simple de la logique avant-gardiste et le refus radical de toute pratique allant en ce sens. Leur argumentation mérite qu'on s'y arrête. Certes, nous disons-ils, la conception marxiste est inacceptable. Sa vocation à faire le lit du totalitarisme est patente. Cela suffit-il cependant pour condamner sans rémission toute avant-garde ? En d'autres termes, si les avant-gardes n'existaient pas, cela changerait-il quoi que ce soit à l'apathie dont font preuve ordinairement les masses ? Comment savoir si ce sont les avant-gardes qui empêchent les masses de s'exprimer ou si c'est l'incapacité des masses à s'exprimer qui soutend l'existence des avant-gardes ? Comme le dit le proverbe : quand il y a un berger, cela signifie tout simplement qu'il y a des moutons. Aussi, entre deux réalités tout aussi patentes l'une que l'autre, l'effrayante capacité des masses à accepter l'inacceptable, d'une part, et la non moins effrayante capacité des avant-gardes à modifier cet état de fait, d'autre part, nombreux sont ceux qui sont tentés de rechercher une solution médiane. Entre l'avant-garde marxiste et le spontanéisme, il doit bien exister une possibilité de concevoir un type d'avant-garde échappant à la logique implacable de l'avant-gardisme. Il faut voir les choses en face : les rapports mal connus entre l'organisation autonome de classe, la CNT, et l'avant-garde non avant-gardiste, la FAI, procèdent de cette recherche. Il en est de même pour ceux qui se firent les apôtres de la notion de minorité agissante non dirigeante, ou pour René Lourau qui croit avoir trouvé dans le concept d'auto-dissolution (2) le remède imparable à la tentation avant-gardiste pour laquelle succombent ordinairement la plupart des avant-gardes.

Une seule solution pour l'avant-garde : le suicide !

René Lourau l'avoue très franchement, c'est un peu par hasard qu'il a découvert l'importance de l'auto-dissolution dans la problématique des avant-gardes. *L'enquête que je mène depuis plusieurs années sur les groupes d'avant-garde reposait sur l'hypothèse suivante : la résistance à l'institutionnalisation étant un point capital dans la stratégie avant-gardiste, on doit essayer de comprendre l'histoire de l'avant-gardisme à partir de la question du dépassement. Le moteur ou l'un des moteurs de ce dépassement, je pensais le reconnaître dans la tension entre le pôle esthétique et nihiliste (Tzara) et le pôle constructeur et politique (Lénine). C'est au cours de la recherche et sans la moindre idée préconçue que s'est manifestée l'importance de l'auto-dissolution comme moment paroxysmique, permettant de conjuguer à l'action la plus radicale, l'analyse la plus lucide.*

Pour Lourau, en effet, le problème fondamental de toute avant-garde réside dans sa capacité ou non à résister à l'institutionnalisation. En clair, toute avant-garde se constitue, au départ, sur la base d'une critique, voire d'une négation de l'ordre existant. Très vite cependant, son appétit de destruction va s'amenuiser au fur et à mesure que l'institutionnalisation va étendre son ombre glacée sur l'avant-garde. Cette institutionnalisation est de deux ordres : soit le système dominant RÉCUPÈRE l'avant-garde et son potentiel de critique en l'intégrant en son sein (c'est ce qui se passe la plupart

du temps avec les avant-gardes culturelles et artistiques), soit l'avant-garde s'installe dans un rôle d'interlocuteur « responsable » du pouvoir qu'elle conteste, et elle se trouve très vite amenée à avoir pour fonction essentielle de canaliser, d'encadrer et finalement de tuer toute contestation ne se situant pas dans le cadre d'un dialogue avec le système en place (c'est l'aventure pitoyable et désormais bien connue de toutes les avant-gardes marxistes). Pour éviter la tragique dégénérescence que subissent les avant-gardes qui s'institutionnalisent, René Lourau ne voit qu'un moyen : maintenir à tout prix la tendance négatrice de l'ordre existant qui caractérise l'avant-garde à ses tout débuts. Pour ce faire, René Lourau a pensé, dans un premier temps à élaborer une conception de l'avant-garde reposant sur une espèce de synthèse entre le pôle nihiliste des avant-gardes esthétiques et le pôle constructeur des avant-gardes politiques. La critique férice de l'une ajoutée au bon sens de l'autre, ça devrait donner un cocktail suffisamment dynamisant pour éviter de sombrer dans l'ivresse de l'institutionnalisation. Hélas, trois fois hélas, la réalité va se charger de remettre ce beau schéma dans les placards insondables de l'inutile et du dérisoire. *Dans les années 1968-1973, l'avant-gardisme n'oscille plus entre l'artistique et le politique, mais entre l'artistique ou le politique, d'une part, et d'autre part, le quotidiennisme. Le quotidiennisme, c'est le nom que l'on peut donner à un mouvement qui, critiquant le décalage entre le discours politique et la pratique, introduit les aspects les plus « privés » de la vie dans le programme politique : sexualité, rapports entre l'homme et la femme, avortement et contraception, homosexualité ; rapports à la médecine, à la psychiatrie, par la réhabilitation de la drogue, de la folie ; insistance sur l'habitat, l'écologie ; valorisation du style de vie communautaire dans le travail, l'éducation et éventuellement l'ensemble de la vie quotidienne, d'où possibilité, pour ce programme micro-socialiste, de rencontrer certains éléments peu ou pas intégrés dans le programme macro-politique des partis, comme la non violence, la lutte anti-nucléaire, l'autogestion. Du coup, les règles du jeu politique sont transformées : à la militance traditionnelle coupée de la vie et imitant les modes d'action les plus institutionnels, succède le mode d'action contre-institutionnel, la recherche de solutions alternatives, parallèles, ici et maintenant, sans attendre un hypothétique grand soir.*

Face à l'irruption de ces nouvelles avant-gardes quotidiennistes, tout le travail de synthèse que René Lourau se proposait d'entreprendre entre les avant-gardes esthétiques et les avant-gardes politiques ne rime donc plus à rien. La scène s'est remplie de nouveaux acteurs et il va s'agir désormais de savoir si ce qui constituait le point de départ de son travail, la tendance à l'institutionnalisation des avant-gardes esthétiques et politiques, concerne toujours les nouvelles avant-gardes quotidiennistes. La réponse, on s'en doute, sera tout naturellement positive. En effet, si ces nouvelles avant-gardes semblent mieux armées que leurs aînées pour résister à l'institutionnalisation par le fait qu'elles reposent sur une volonté farouche de lier théorie et pratique, elles ne sont pas pour autant à l'abri du processus de récupération que le capital privé enclenche systématiquement à l'encontre de qui le conteste. Le nouveau mouvement social (3), où règnent en maîtres les avant-gardes quotidiennistes de par sa tendance à l'atomisation, véhicule sans cesse l'illusion de l'autogestion parcellisée. Chacun s'efforçant de créer dans son coin des petits îlots d'autogestion, le système dominant intègre à tour de bras tout ou partie de cette contestation éclatée, et les vaches du capital demeurent bien gardées. A première vue, il semble donc que l'avant-gardisme, y compris sous sa nouvelle parure quotidienniste, soit condamné de manière irrémédiable à succomber, d'une manière ou d'une autre, à la vérole de l'institutionnalisation. A première vue seulement, car René Lourau a observé chez ces nouvelles avant-gardes un

phénomène qui lui semble du plus haut intérêt et en tout état de cause, susceptible de résoudre de la manière la plus radicale qui soit la tendance à l'institutionnalisation. Ce phénomène, c'est tout simplement l'auto-dissolution. Désormais, il suffira donc à toute avant-garde menacée d'institutionnalisation de s'auto-dissoudre pour que l'essentiel, c'est-à-dire son potentiel critique et négateur de l'ordre existant, soit préservé. Le suicide comme solution aux maux des avant-gardes, il fallait quand même y penser.

Soigner les effets du mal, c'est bien : en soigner les causes, c'est mieux !

A l'évidence, le schéma de René Lourau est tout ce qu'il y a de plus séduisant. Effectivement, si toutes les avant-gardes étaient capables de s'auto-dissoudre avant de s'institutionnaliser, la cause serait définitivement entendue. Cela est-il cependant bien crédible ?

Si on contemple un instant la scène socio-politique où les avant-gardes de toutes sortes poussent leurs chansonnettes bien connues, force est bien de constater que la tendance à l'autodissolution est quasi inexistant. Les avant-gardes esthétiques, si elles se suicident encore de temps à autre, meurent le plus souvent sous la coupole de l'académie. Les avant-gardes politiques du genre PCF, LCR, LO, OCI, PCMLF, PSU... continuent à s'accrocher aux branches, et qu'elles vivent ou prospèrent, elles n'ont pas le moins du monde l'intention de se saborder. Le risque d'institutionnalisation ne les traumatise en rien pour la bonne raison que leur objectif essentiel est de toujours s'institutionnaliser davantage. Les avant-gardes quotidiennistes ne semblent pas davantage préoccupées de suicide. Le mouvement écolo, celui des femmes, des homos... sont littéralement gangrenés par des politiciens à la petite semaine, dont l'objectif essentiel est de chapeauter la mouvance dont ils sont issus pour s'en servir de tremplin ou de marche-pied. Mieux, les vieilles avant-gardes politiques sont aujourd'hui en train de récupérer les nouvelles avant-gardes quotidiennistes avec un aplomb qui frôle le génial. C'est à qui sera plus autogestionnaire que l'autre. Mais alors, où René Lourau a-t-il été pêcher ses exemples d'auto-dissolution ? N'aurait-il pas tendance à prendre ses rêves pour des réalités ?

En fait, si on se penche brièvement sur les quarante manifestes d'auto-dissolution qu'il publie dans son bouquin, on en trouve un certain nombre qui cadrent parfaitement avec son schéma : Dada, la librairie « la vieille Taupe », Actuel, Sex Pistols, la fondation « Brigitte Bardot »... constituent assurément des suicides pour cause de trop grand succès et donc de risque d'institutionnalisation. Soyons sérieux deux minutes, ce genre d'avant-gardes ne représente que peu de choses dans la vie socio-politique d'un pays. Pour les autres, la 1^{re} Internationale, la 2^e Internationale, la situationniste, la Gauche prolétarienne, Politique-Hebdo,.... le suicide est davantage consécutif à un manque de succès qu'à un trop plein de succès. Au fond, tout ce qui se passe comme si René Lourau avait eu une intuition théorique et qu'il se soit mis à vouloir, de toutes ses forces, l'ancrer dans la réalité, quitte à arranger un tantinet cette réalité.

La réalité des avant-gardes, qu'on le veuille ou non, c'est en effet de tendre irrémédiablement vers une institutionnalisation sans cesse croissante. De même que l'institution suprême, l'Etat, ne dépérira jamais, les avant-gardes ne s'auto-dissoudront jamais. Il faut faire avec, et comme la spontanéité des masses n'est pas encore à même de séduire un révolutionnaire un tant soit peu lucide, il convient de rechercher dans autre chose que l'auto-dissolution, le remède radical au mal mortel dont souffrent les avant-gardes. Une chose est en effet patente dans la logique de toute avant-garde : c'est le sentiment imbécile et forcené qu'elles ont d'être EN AVANCE sur les masses.